

CADRE D'EMPLOIS DES RÉDACTEURS TERRITORIAUX CATÉGORIE B

Textes de référence

Décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale.

Décret n°2010-330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale.

Définition des fonctions

- Les rédacteurs territoriaux sont chargés de fonctions administratives d'application. Ils assurent en particulier des tâches de gestion administrative, budgétaire et comptable, et participent à la rédaction des actes juridiques. Ils contribuent à l'élaboration et à la réalisation des actions de communication, d'animation et de développement économique, social, culturel et sportif de la collectivité.
- Les rédacteurs peuvent se voir confier des fonctions d'encadrement des agents d'exécution.
- Ils peuvent être chargés des fonctions d'assistant de direction ainsi que de celles de secrétaire de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants.
- Les rédacteurs principaux de 2ème classe et les rédacteurs principaux de 1ère classe ont vocation à occuper les emplois qui, relevant des domaines d'activité mentionnés ci-dessus, correspondent à un niveau d'expertise acquis par la formation initiale, par l'expérience professionnelle ou par la formation professionnelle tout au long de la vie.
- Ils peuvent à ce titre réaliser certaines tâches complexes de gestion administrative, budgétaire et comptable, être chargés de l'analyse, du suivi ou du contrôle de dispositifs ou assurer la coordination de projets.
- Ils peuvent également se voir confier la coordination d'une ou de plusieurs équipes, et la gestion ou l'animation d'un ou de plusieurs services.

ÉCHELLES INDICIAIRES ET DURÉES DE CARRIÈRE

RÉDACTEUR PRINCIPAL DE 1^{ère} CLASSE

ÉCHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Indices bruts	446	461	484	513	547	573	604	638	660	684	707
Indices majorés	392	404	419	441	465	484	508	534	551	569	587
DURÉE	1 an	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	

RÉDACTEUR PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE

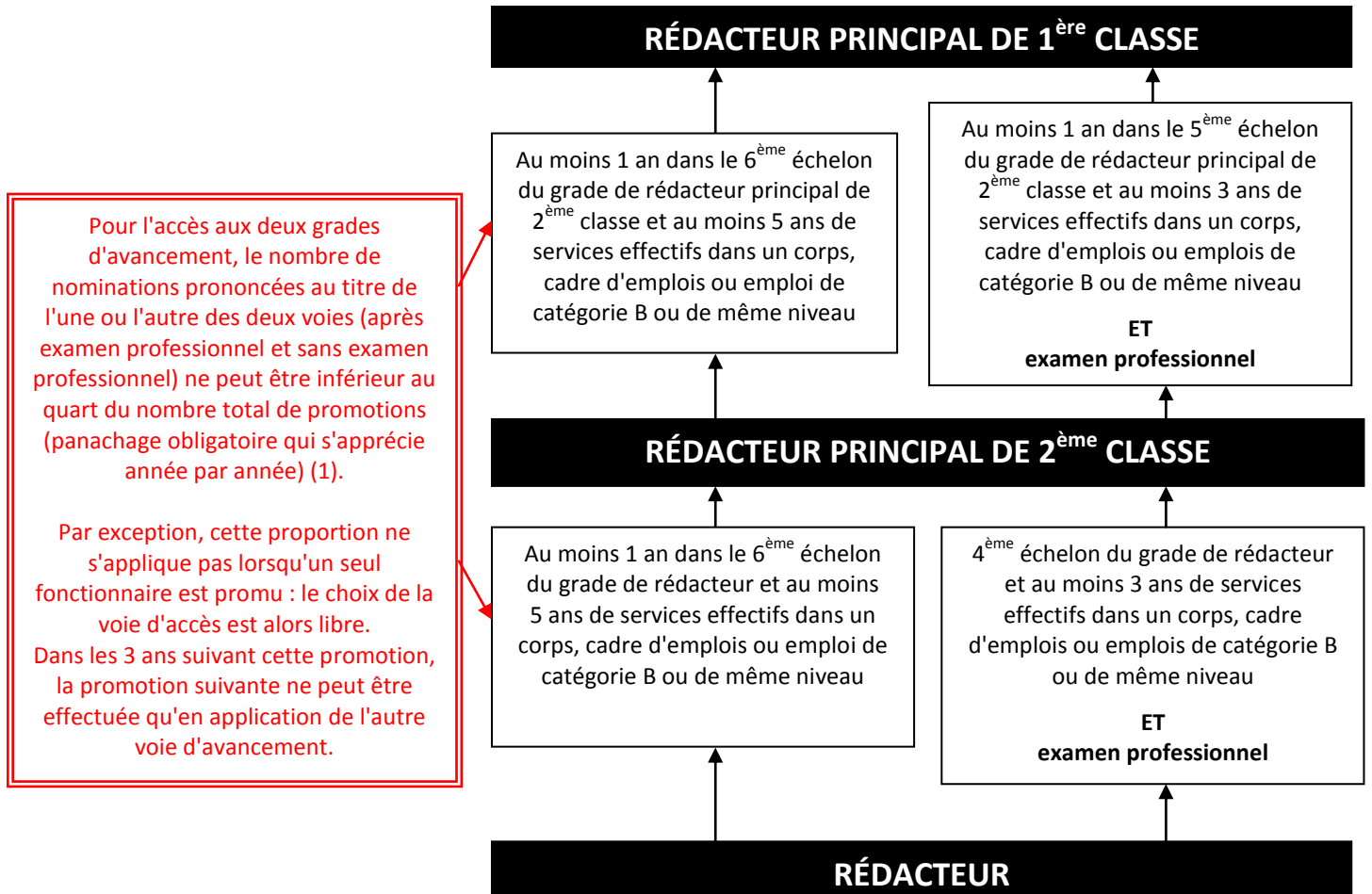
ÉCHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Indices bruts	389	399	415	429	444	458	480	506	528	542	567	599	638
Indices majorés	356	362	369	379	390	401	416	436	452	461	480	504	534
DURÉE	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	4 ans	

RÉDACTEUR

ÉCHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Indices bruts	372	379	388	397	415	431	452	478	500	513	538	563	597
Indices majorés	343	349	355	361	369	381	396	415	431	441	457	477	503
DURÉE	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	4 ans	

CONDITIONS D'AVANCEMENT DE GRADE

Le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux comporte trois grades : rédacteur, rédacteur principal de 2^{ème} classe et rédacteur principal de 1^{ère} classe.



(1) En raison du principe d'annualité du tableau d'avancement de grade, le report d'une année sur l'autre de possibilités non utilisées n'est pas possible.

LA RÉPARTITION DES AVANCEMENTS DE GRADE SELON LA VOIE D'ACCÈS

Le dispositif d'avancement de grade comporte pour les collectivités l'obligation de respecter une proportion entre les avancements de grade prononcés après examen professionnel et sans examen professionnel. Chaque année, les deux voies d'avancement de grade devront être mises en œuvre avec respect d'une proportion entre ces deux voies.

Les tableaux suivants présentent quelques exemples d'application de ces dispositions. Ils n'ont pas de caractère exhaustif et ont pour seul but de présenter un schéma de raisonnement.

Nombre de promotions envisagées (1)	Calcul du ¼ pour l'une des voies	Nombre de promotion au titre du ¼ (arrondi à l'entier supérieur pour respecter la proportion)	Nombre de promotions au titre de la 2 ^{ème} voie (col 1 – col 3)	Répartitions possibles (voie1 – voie 2)	Répartitions exclues (voie 1-voie 2)
2	$2 \times 1/4 = 0,50$	1	1	1-1	0-2 ou 2-0
3	$3 \times 1/4 = 0,75$	1	2	1-2 ou 2-1	0-3 ou 3-0
4	$4 \times 1/4 = 1$	1	3	1-3 ou 3-1 ou 2-2	0-4 ou 4-0
5	$5 \times 1/4 = 1,25$	2	3	2-3 ou 3-2	0-5 ou 5-0 Et 1-4 ou 4-1
6	$6 \times 1/4 = 1,5$	2	4	2-4 ou 4-2 Ou 3-3	0-6 ou 6-0 Et 1-5 ou 5-1
7	$7 \times 1/4 = 1,75$	2	5	2-5 ou 5-2 Ou 3-4 ou 4-3	0-7 ou 7-1 Et 1-6 ou 6-1
8	$8 \times 1/4 = 2$	2	6	2-6 ou 6-2 Ou 3-5 ou 5-3 Ou 4-4	0-8 ou 8-0 Et 1-7 ou 7-1
9	$9 \times 1/4 = 2,25$	3	6	3-6 ou 6-3 Ou 4-5 ou 5-4	0-9 ou 9-0 Et 1-8 ou 8-1 Et 1-7 ou 7-1
10	$10 \times 1/4 = 2,5$	3	7	3-7 ou 7-3 Ou 4-6 ou 6-4 Ou 5-5	0-10 ou 10-0 Et 1-9 ou 9-1 Et 2/8 ou 8-2

(1) Le nombre de promotion au titre d'une année est fixé par l'autorité territoriale en fonctions des taux de promotions retenus par l'organe délibérant et d'une sélection de fonctionnaires promouvables en fonction de leur valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle.

Dispositif dérogatoire applicable pour une promotion unique

Si une seule promotion est possible ou envisagée par l'autorité territoriale, des dispositions dérogatoires permettent de gérer la répartition entre les deux voies d'avancement. Cette répartition sera gérée sur plusieurs années et non année par année comme pour le dispositif de base.

Le principe posé peut être ainsi résumé :

- l'autorité territoriale choisit une voie d'avancement pour l'année N ; cette disposition s'applique dès la 1^{ère} application de la nouvelle réglementation
- si une seule promotion est possible en N+1, elle ne peut intervenir que par l'autre voie
 - si cette promotion intervient effectivement, une promotion de même type que celle prononcée en N est possible dès N+2
 - si cette promotion n'est pas prononcée en N+1, les promotions prononcées en N+2 et N+3 se feront par la voie non utilisée en année N.
- Si plusieurs promotions sont possibles en année N+1, le dispositif de base s'applique à nouveau.

Le tableau ci-dessous présente deux exemples ; il n'a aucun caractère exhaustif. Le raisonnement est déroulé en prenant pour hypothèse une promotion sans examen professionnel en année N.

ANNEE							
N	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7
1 promotion sans examen professionnel	Promotion sans examen professionnel exclue	Promotion sans examen professionnel exclue	Promotion sans examen professionnel exclue	1 promotion sans examen professionnel	Promotion sans examen professionnel exclue	Promotion sans examen professionnel exclue	Promotion sans examen professionnel exclue
/	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible	/	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible
1 promotion sans examen professionnel	Promotion sans examen professionnel exclue	Promotion sans examen professionnel exclue	Promotion sans examen professionnel exclue	1 promotion sans examen professionnel prononcée	Promotion sans examen professionnel exclue	1 promotion sans examen professionnel prononcée	Promotion sans examen professionnel exclue
	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible	Aucune promotion après examen professionnel n'est prononcée ou possible	1 promotion après examen professionnel prononcée	Promotion après examen professionnel exclue	1 promotion après examen professionnel prononcée	Promotion après examen professionnel exclue	1 promotion après examen professionnel prononcée

RECLASSEMENT DANS LES GRADES D'AVANCEMENT

▪ **Reclassement dans le grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe**

SITUATION dans le deuxième grade (Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe)	SITUATION dans le troisième grade (Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe)	ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
13e échelon		
À partir de 3 ans	9e échelon	Sans ancienneté
Avant 3 ans	8e échelon	Ancienneté acquise
12e échelon	7e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
11e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
8e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
7e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise

▪ **Reclassement dans le grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe**

SITUATION dans le premier grade (Rédacteur)	SITUATION dans le deuxième grade (Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe)	ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
13e échelon		
A partir de 4 ans	13e échelon	Sans ancienneté
Avant 4 ans	12e échelon	Ancienneté acquise
12e échelon	11e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise, majorés d'un an
8e échelon		
A partir de 2 ans	8e échelon	Ancienneté acquise au-delà de 2 ans
Avant 2 ans	7e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
7e échelon		
A partir d'1 an et 4 mois	7e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise au-delà d'1 an et 4 mois
Avant 1 an et 4 mois	6e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise, majorés d'1 an
6e échelon		
A partir d'1 an et 4 mois	6e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise au-delà d'1 an et 4 mois
Avant 1 an et 4 mois	5e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise, majorés d'1 an
5e échelon		
A partir d'1 an et 4 mois	5e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise au-delà d'1 an et 4 mois
Avant 1 an et 4 mois	4e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise, majorés d'1 an
4e échelon		
A partir d'1 an et 4 mois	4e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise au-delà d'1 an et 4 mois
Avant 1 an et 4 mois	3e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise